

M. et Mme Europe

Macron et Merkel face aux défis européens

Par Oliver Philipp*

» Le discours-programme d'Emmanuel Macron sur l'Europe a marqué un nouveau départ, et la liste des idées auxquelles l'Allemagne et la France devaient s'attaquer était longue. Mais quels sont les thèmes qui occupent réellement le tandem franco-allemand actuellement ?

« L'amitié franco-allemande est un fondement même du processus d'intégration européenne et en est indissociable ». C'est ce qu'indique la déclaration commune des députés allemands et français sur le nouveau traité de l'Élysée, qui a été adoptée par les deux parlements à l'occasion du 55^e anniversaire de la signature du traité. Le signal envoyé par cet acte symbolique est clair : relever ensemble les défis, dans un dialogue riche et fructueux, et donner ensemble un nouvel élan à l'Europe.

Comme l'a dit Emmanuel Macron dans sa célèbre intervention à l'Université de la Sorbonne à Paris en septembre 2017. A cette occasion, le président français a également précisé à quoi cette impulsion franco-allemande devrait ressembler. Le renouvellement du traité d'amitié franco-allemand était l'une des nombreuses propositions présentées par Macron dans son discours intitulé *Initiative pour l'Europe*, un titre bien choisi. Avec des propositions de réformes pour l'Union européenne dans des domaines tels que l'immigration, la sécurité et la défense ainsi que l'économie et les finances, Macron a fait part de sa vision de l'Europe de demain et a placé l'Allemagne face à ses responsabilités. Mais que pense l'Allemagne de ces propositions ?

Macron a mis en avant des idées que de nombreux politiciens européens à Bruxelles gardent dans leurs tiroirs depuis longtemps. Il a été ques-

tion d'armée européenne, d'autorité européenne en matière d'asile, de taxe sur les transactions financières à l'échelle de l'UE ou encore d'un ministre des finances de la zone euro. La plupart de ces idées ne sont pas nouvelles. Ce qui est nouveau en revanche, c'est qu'un chef d'État, à contre-courant de toutes les tendances de l'opinion publique, exige comme solution à la crise en Europe davantage d'Europe. L'Allemagne soutient nombre de ces idées. L'accord de coalition stipule que le gouvernement souhaite aller dans le sens d'une « armée d'Européens ». Les intérêts des deux pays se sont également retrouvés dans la création d'un premier centre européen d'accueil des demandeurs d'asile. Ou encore dans la taxe sur les transactions boursières dans tous les États membres de l'UE: Berlin et Paris la défendent depuis longtemps au niveau européen.

En revanche, les revendications de Macron en faveur d'un approfondissement de l'union monétaire pourraient déboucher sur de grandes tensions entre les deux pays. Selon le président français, la zone euro doit avoir son propre budget géré par un ministre des Finances, ainsi qu'une garantie de dépôt auprès des banques sans minimisation préalable des risques. De son côté, l'Allemagne demande à ce que l'on ne dépense davantage d'argent au sein de l'UE que quand on en aura économisé. Et Berlin reste intransigeante en ce qui concerne les euro-obligations. Selon l'Allemagne, une dette commune et un taux d'intérêt commun

* Oliver Philipp travaille pour le département d'analyse des politiques internationales de la Friedrich-Ebert-Stiftung.

seraient néfastes. Elle va même jusqu'à remettre en question la poursuite du développement du mécanisme européen de stabilité et de l'union bancaire.

D'après Zaki Laïdi de Sciences Po Paris, cela montre que l'Allemagne aspire à une Europe minimaliste, liée à des mécanismes disciplinaires intergouvernementaux conçus par les pays les plus riches. La crise de l'euro est de retour – et l'Europe est de nouveau mise à contribution – en Italie cette fois, où les marchés réagissent déjà nerveusement après la formation d'un gouvernement anti-européen. Le taux des obligations d'État italiennes à deux ans est presque revenu au niveau de 2012 en pleine période de crise, les cours des actions baissent et l'euro perd nettement du terrain par rapport aux autres monnaies. Cela pourrait relancer les discussions sur la demande de Macron d'émettre des euro-obligations. Reste à voir si le président français sera en mesure de tirer parti de ce nouveau débat. De son côté, la chancelière semble avoir cédé aux pressions de sa propre faction. Des pressions qui se sont exprimées par des déclarations comme celle du leader du groupe parlementaire de la CSU, Alexander Dobrindt (« Je ne vois absolument aucune raison de faire du bonheur de Macron la base de notre programme politique »). En outre, le Mouvement cinq étoiles et la Ligue du Nord s'engagent sur une voie de confrontation évidente avec la politique d'austérité « allemande ». Des moments difficiles attendent tout particulièrement l'Allemagne et la France, des moments dans lesquels elles devraient faire face ensemble. C'est ce qui est ressorti de la déclaration du patron de la Ligue du Nord, Matteo Salvini, qui a mis les choses au clair : « nous ne

sommes pas les esclaves des Allemands ou des Français », a-t-il dit.

Il se pourrait en effet que les grands thèmes concernant le renouvellement de l'UE abordés par Emmanuel Macron dans son discours de la Sorbonne doivent céder la place à des questions bien plus pragmatiques. Savoir par exemple combien d'argent est à la disposition des États membres de l'UE pour les tâches communautaires, et dans quels domaines politiques il doit être dépensé. Les négociations sur le cadre financier pluriannuel 2019-2024 sont difficiles, et la proposition de la Commission européenne en appelle à la fois à l'Allemagne et la France. L'augmentation du budget, en particulier pour la protection des frontières extérieures de l'Europe ou pour la défense, entraînerait des dépenses supplémentaires de 12 milliards d'euros par an pour l'Allemagne, dont environ quatre milliards d'euros destinés uniquement à combler le manque que va entraîner le Brexit.

Dans une déclaration commune, le ministre des Affaires étrangères Heiko Maas et le ministre des Finances Olaf Scholz ont souligné la volonté fondamentale de l'Allemagne « d'assumer la responsabilité du renforcement de l'Union européenne ». Mais ils ont cité comme condition préalable un « partage équitable des charges entre tous les États membres ». Il est important de parvenir à un accord au plus vite. Un éventuel changement dans l'équilibre du pouvoir au Parlement européen suite aux élections européennes inquiète aussi bien Paris que Berlin. Les tendances politiques au sein des États membres – l'exemple le plus récent étant l'Italie – montrent que les



© Shutterstock

Emmanuel Macron et Angela Merkel à la réunion préparatoire du sommet du G20 à Berlin en juin 2017

mouvements populistes de droite et eurocritiques vont continuer à étendre leur présence au Parlement européen, tandis que les partis dits traditionnels, le PPE et l'alliance des socialistes et des démocrates, doivent s'attendre à de nouvelles pertes.

Par ailleurs, la formation d'un nouveau groupe comprenant les partisans d'une union des Etats nationaux et les opposants à un approfondissement européen est également envisageable, avec notamment le FPÖ autrichien, le PiS polonais et le Fidesz hongrois. Un tel adversaire pourrait compliquer la mise en œuvre de projets franco-allemands dans l'UE

Dans ce contexte, d'autres questions devraient donc préoccuper davantage l'Allemagne et la France: qui sera le nouveau président de la Commission européenne et comment va-t-il être nommé ? Le président actuel, Jean-Claude Juncker du groupe PPE, est loin de faire l'unanimité : il est considéré comme trop marqué politiquement, notamment par l'Allemagne. Si on reproduisait la procédure électorale de 2014 qui prévoit que le

groupe le plus fort nomme le président, les membres de La République En Marche qui n'ont pas de fraction, n'auraient aucune influence sur le choix du candidat. D'autre part, le président de la Commission pourrait continuer à être issu du groupe du parti populaire européen (démocrates-chrétiens) et des démocrates européens pendant des années. Sans parler du danger d'avoir un président critique à l'égard de l'UE.

Cette décision devrait également être une épreuve de force. La liste des défis mondiaux qui nécessitent d'urgence une dynamique franco-allemande commune est longue : les changements provoqués par les progrès technologiques, le changement climatique, les relations avec les Etats-Unis, la Russie, la Chine ou encore la Turquie. L'UE a besoin de l'Allemagne et de la France pour préparer l'Europe à l'avenir, pour stabiliser la zone euro et prévenir les divisions internes que pourraient causer les mouvements eurocritiques. A l'approche des élections européennes, le risque est grand de se consacrer aux détails, et de perdre de vue les grandes visions.